



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/NGO/41
23 février 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 20 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION

Exposé écrit présenté par World Muslim Congress, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie I; Pax Christi International, Conseil international des femmes juives, Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, Mouvement mondial des mères, Organisation internationale pour le développement de la liberté d'enseignement et Mouvement international de la réconciliation, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[16 février 1994]

INTOLERANCE RELIGIEUSE

1. Dans les conclusions de son rapport (E/CN.4/1994/79), M. Abdelfattah Amor, rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse, fait part de sa préoccupation de voir l'intolérance religieuse favoriser l'émergence de situations susceptibles de menacer ou de compromettre, d'une manière ou d'une autre, la paix et la sécurité internationales et de porter atteinte au droit de l'homme et des peuples à la paix. Très justement, le Rapporteur spécial observe que "c'est dans l'esprit des hommes que naissent toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction et c'est à ce niveau, beaucoup plus qu'à d'autres, que l'action devrait se situer prioritairement". Les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail chargés de questions thématiques sont donc à notre avis

GE.94-11259 (F)

concernés. A juste titre, le Rapporteur spécial estime que "l'éducation pourrait être le moyen essentiel de lutter contre la discrimination et l'intolérance". On ne saurait trop insister sur la responsabilité des pouvoirs publics d'agir dans la sphère de compétence qui leur est reconnue.

2. Les grandes religions et spiritualités du monde ont, pour leur part, l'énorme responsabilité de s'opposer à la violence, à la guerre, à la misère, aux exclusions sociales, et de promouvoir le respect de la dignité de chaque personne, entité unique parmi ses semblables. Les trois religions monothéistes, notamment, ont au cours de l'histoire servi de prétexte à trop d'affrontements violents et de guerres. Leurs représentants doivent aujourd'hui intensifier les efforts pour dégager du noyau central du discours religieux les ajouts et interprétations qui tiennent aux circonstances, aux conflits et aux guerres du passé. Leur témoignage deviendrait alors une force, un point d'appui puissant pour plus de justice, de vérité et de paix. Il faut constater que l'enseignement de la religion aux enfants de toutes confessions contient bien souvent encore des éléments responsables d'inhibitions dans leur développement affectif et intellectuel. Ils sont potentiellement générateurs d'incompréhensions, d'injustices sociales, de conflits, de violences et de guerres.

3. Plusieurs organisations non gouvernementales ont présenté en août dernier à la Sous-Commission une déclaration (E/CN.4/Sub.2/1993/NGO/17) faisant part de leur décision de mettre en place un groupe de dialogue, ouvert et informel, constitué de scientifiques, de personnalités représentatives des grandes spiritualités et d'experts des droits de l'homme. Dans son intervention au point 20 de l'ordre du jour de la présente session, le représentant de Pax Christi international a rappelé comme suit leur demande :

a) Inviter les rapporteurs concernés à mettre avec pondération en évidence, pour chaque pays ou pour chaque thème faisant l'objet de leur examen, les connexions entre les violations constatées et les habitudes culturelles locales, y compris celles qui ont une connotation religieuse, dans la mesure où ces dernières apparaissent en contradiction avec les normes internationales relatives au respect des droits de l'homme. Le groupe de travail précité pourrait apporter, par les ONG concernées, des suggestions pratiques et utiles aux rapporteurs chargés de vérifier l'application par les Etats des conventions qu'ils ont ratifiées et des déclarations auxquelles ils ont souscrit.

b) Prier le Secrétaire général de présenter un rapport de synthèse des observations faites par les rapporteurs concernés sur les obstacles religieux et (ou) culturels à l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des normes qui en découlent ou la complètent.

4. Nous avons la ferme conviction que la coopération avec les ONG, spécialement avec celles qui se sentent particulièrement concernées par l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, constitue une indispensable contribution à la mise en oeuvre des idéaux de justice et de paix qui sont la raison d'être des Nations Unies.
